

COMMUNE D'ESSERTS-BLAY
RÉUNION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du 11 OCTOBRE 2021

COMPTE-RENDU

| | |
|--|------------------------|
| Nombre de membres en exercice | 15 |
| Nombre de membres présents | 13 |
| Nombre de membres absents excusés | 2 |
| Nombre de membres absents non excusés | 0 |
| Pouvoirs de vote | 0 |
| Nombre de membres votants | 13 |
| Date de la convocation | 05 octobre 2021 |
| Date d'affichage de la convocation | 05 octobre 2021 |

Le onze octobre deux mille vingt-et-un à dix-neuf heures trente, le conseil municipal régulièrement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, en mairie, sous la présidence de M. Raphaël THEVENON, maire.

Présents : M. Jean-Paul BOCHET adjoint, Mme Sylviane TRAVERSIER adjointe, Mme Marguerite RUFFIER, adjointe, M. Bernard PÉRONNIER adjoint, M. Christophe COMBREAS, M. David TARTARAT-BARDET, M. Maurice MERCIER, Mme Marie-Christine FECHOZ, Mme Marie-Ange RODRIGO, M. Pierre MEINDER, M. Philippe SAGANEITI, Mme Denise GAUDICHON, conseillers municipaux, formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés : M. David LASSIAZ, M. Christophe MERCIER, conseillers municipaux

Secrétaire : M. Bernard PÉRONNIER

Ordre du jour :

- **Approbation du compte rendu du 31 août 2021**
- **Exécution du marché en procédure adaptée (MAPA) d'acquisition de matériel de déneigement et de voirie - renonciation à l'application des pénalités de retard prévue par l'article 30 du cahier des clauses administratives particulières (CCAP)**
- **Avenant n°1 à la convention de location de la salle du deuxième étage de l'école par Carine FRANCINA auto-entrepreneur, pour dispenser des cours de yoga - article 2 -paiement trimestriel des loyers au lieu d'annuel**
- **Intercommunalité – approbation du rapport 2021 de la commission d'évaluation des charges transférées (CLECT) de la communauté d'agglomération Arlysère**
- **COMPTE-RENDU DE DÉLÉGATION sur les déclarations d'intention d'aliéner**
- **INFORMATIONS ET INTERVENTIONS DIVERSES**

Le maire ouvre la séance et passe à l'ordre du jour.

Approbation du compte rendu du 31 août 2021

Le conseil municipal approuve à l'unanimité des membres présents et représentés.

DÉLIBÉRATION 2021-047 - Exécution du marché en procédure adaptée (MAPA) d'acquisition de matériel de déneigement et de voirie - renonciation à l'application des pénalités de retard prévue par l'article 30 du cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Pour rappel, ce marché en procédure adaptée (MAPA) porte sur l'acquisition et la livraison d'un tracteur, de ses accessoires de déneigement et d'une épareuse ainsi que sur la reprise de tracteurs et de leurs accessoires de voirie.

Il a été attribué aux établissements THOUVARD.

Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) prévoyait une livraison le 16 novembre 2020 (article 12) et des pénalités en cas de retard (article 30).

L'acte d'engagement leur a été notifié le 20 novembre 2020 par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le tracteur et ses accessoires de déneigement ont été livrés le 23 mars 2021 et l'épareuse le 5 mai 2021.

Les établissements THOUVARD ont prêté gratuitement à la commune, un tracteur permettant d'assurer les opérations de déneigement.

La commune n'a subi aucun préjudice.

Le maire, en accord avec le conseil municipal, propose de ne pas appliquer les pénalités de retard prévues par l'article 30 du cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

Le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents,

Article 1 : DÉCIDE de ne pas appliquer les pénalités de retard prévues par l'article 30 du cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

Article 2 : AUTORISE le maire ou son représentant à effectuer toutes les formalités administratives, techniques ou financières, nécessaires à l'exécution de la présente délibération et à signer tout document utile à cet effet.

DÉLIBÉRATION 2021-048 - Avenant n°1 à la convention de location de la salle du deuxième étage de l'école par Carine FRANCINA auto-entrepreneur, pour dispenser des cours de yoga - article 2 -paiement trimestriel des loyers au lieu d'annuel

Par délibération 2021-038 du 31 août 2021, le conseil municipal a autorisé le maire à passer une convention de location de la salle située au deuxième étage de l'école avec Carine FRANCINA, auto-entrepreneur, pour lui permettre de dispenser des cours de yoga payants.

L'article 2 de la convention fixe le paiement du loyer une fois par an en début de période.

Sur la demande de Carine FRANCINA,

Le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents,

Article 1 : AUTORISE le maire à établir et signer un avenant à la convention de location de la salle située au deuxième étage de l'école avec Carine FRANCINA, auto-entrepreneur, pour fixer le paiement du loyer en début de chaque trimestre.

Article 2 : AUTORISE le maire à effectuer toutes les formalités administratives, techniques ou financières, nécessaires à l'exécution de la présente délibération et à signer tout document utile à cet effet.

CONVENTION DE LOCATION

De la SALLE DU DEUXIÈME ÉTAGE DE L'ÉCOLE d'ESSERTS – BLAY AVENANT N°1

Entre les soussignés :

La commune d'Esserts-Blay, représentée par le maire, Raphaël THEVENON, agissant en vertu de la délibération 2021-048 du conseil municipal en date du 11 octobre 2021,

ci- après dénommée « **la commune** »,

d'une part,

et Madame **Carine FRANCINA**

326 rue du Char

73540 ESSERTS-BLAY

Tél : 06 63 58 96 09

Ci- après dénommée « **le locataire** »

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

L'article 2 (loyer) de la convention est modifié et rédigé ainsi :

Le loyer est fixé à 50 € par mois, payable en début de chaque trimestre, à réception d'un avis de mise en recouvrement du trésor public.

Il sera révisable chaque année à la date anniversaire de la convention selon l'indice de référence des loyers (IRL) de l'INSEE.

Fait à Esserts-Blay le **xxx** 2021

Le locataire

Le maire
Raphaël THEVENON

DÉLIBÉRATION 2021-049 - Intercommunalité – Approbation du rapport 2021 de la Commission d'Évaluation des Charges Transférées de la CA Arlysère

La commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) a pour objet de procéder à l'évaluation des charges et recettes liées aux transferts de compétences entre communes et intercommunalité afin d'éclairer l'assemblée lors de la fixation des attributions de compensations (AC) ou de leur modification.

Outre les compétences obligatoires et optionnelles prévues à l'article L.5216-5 du code général des collectivités territoriales, la communauté d'agglomération exerçait différentes compétences supplémentaires dont le financement du contingent départemental pour les services de secours et de lutte contre l'incendie des communes de Cohennoz, Crest-Voland, Flumet, La Giettaz, Notre-Dame-de-Bellecombe et Saint-Nicolas-la-Chapelle.

Au vu des échanges intervenus avec le SDIS et pour faciliter la coordination de ce dossier, il a été décidé, par délibération du 14 novembre 2019, de l'élargissement de cette compétence supplémentaire à l'ensemble du territoire d'Arlysère.

Dans ce cadre, la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) s'est réunie le 9 septembre dernier pour évaluer les prises de compétences et les charges liées aux transferts par les communes.

Le rapport de la commission doit désormais être entériné par la majorité qualifiée des conseils municipaux, à savoir les deux tiers au moins des conseillers municipaux représentant plus de la moitié de la population totale du périmètre communautaire ou la moitié au moins des conseils municipaux représentant des deux tiers de la population totale. Il sera, accompagné de l'avis des communes membres, transmis aux conseillers communautaires, en préparation du conseil d'agglomération de décembre prochain, pour détermination, par ce dernier, des attributions de compensation définitives 2021.

Le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents,

Article 1 : APPROUVE le rapport de la CLECT 2021 de la communauté d'agglomération Arlysère joint en annexe.

REUNIONS PREPARATOIRES :

- Bureau exécutif le 30/08/2021
- Commission des Finances le 31/08/2021
- CLECT le 09/09/2021

CLECT ARLYSÈRE 2021 RAPPORT

PREAMBULE

La Communauté d'Agglomération Arlysère a été créée au 1^{er} janvier 2017, conformément à l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2016 par fusion de la Communauté de Communes de la Région d'Albertville (Co.RAL), de la Communauté de Communes du Beaufortain (CCB), de la Communauté de Communes de la Haute Combe de Savoie (CCHCS) et de la Communauté de Communes Com'Arly.

Dès le 1^{er} janvier 2018, la Communauté d'Agglomération a vu ses compétences élargies à :

- **La Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI)** relative à l'aménagement de bassin versant, à l'entretien des cours d'eau, à la lutte contre les inondations ainsi qu'à la protection des milieux aquatiques (compétence obligatoire suite aux Loi MAPTAM et NOTRe).
- **L'Assainissement des eaux usées :** compétence rendu obligatoire sur l'ensemble du territoire Arlysère, la CCB détenant cette compétence avant la fusion.
- **Et l'Eau potable.**

Le Conseil Communautaire a défini l'intérêt communautaire par délibération du 26 juillet 2018, conformément à l'article L.5216-5 III du CGCT qui dispose que « *Lorsque l'exercice des compétences mentionnées aux I et II du présent article est subordonné à la reconnaissance de leur intérêt communautaire, cet intérêt est déterminé par le Conseil de la Communauté d'Agglomération à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés. Il est défini au plus tard deux ans après l'entrée en vigueur de l'arrêté prononçant le transfert de compétence. A défaut, la Communauté d'Agglomération exerce l'intégralité de la compétence transférée.* »

Ainsi, le Conseil Communautaire, ayant procédé à la définition de l'intérêt communautaire de la Communauté d'Agglomération Arlysère, à effet au 1^{er} janvier 2019, il a été procédé à une refonte de ses statuts, permettant notamment de les unifier et de procéder à une mise à jour.

Au 1^{er} janvier 2019, dans le prolongement de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2018, des compétences supplémentaires ont été en conséquence remaniées. Elles permettent ainsi un nouveau « calibrage » (précédemment dénommées facultatives) en cohérence avec l'intérêt communautaire défini courant 2018 (délibérations du 26 juillet, du 27 septembre puis du 15 novembre).

Elles concernent les compétences suivantes :

- la politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales
- l'aménagement de l'espace communautaire
- l'équilibre social et habitat
- la voirie
- la construction, l'aménagement, l'entretien et la gestion des équipements sportifs et culturels, et surtout d'actions sociales

L'action sociale est, depuis le 1^{er} janvier 2019, mise en œuvre par le CIAS Arlysère, créé le 15 novembre 2018 par transformation du CIAS de Frontenex.

Les quelques compétences restituées aux Communes au 1^{er} janvier 2019 ont été délibérées le 15 novembre 2018.

Outre les compétences obligatoires et optionnelles prévues à l'article L.5216-5 du CGCT, la Communauté d'Agglomération Arlysère exerçait différentes compétences supplémentaires répertoriées au chapitre 4C dont : « 4-C-19° - Financement du contingent départemental pour les services de secours et de lutte contre l'incendie des communes de Cohennoz, Crest-Voland, Flumet, La Giettaz, Notre Dame de Bellecombe et Saint Nicolas la Chapelle ».

Au vu des échanges intervenus avec le SDIS et pour faciliter la coordination de ce dossier, il a été décidé, par délibération n°03B du 14 novembre 2019, l'élargissement de cette compétence supplémentaire à l'ensemble du territoire de la Communauté d'Agglomération.

Dans ce cadre, la Commission Locale d'Evaluation des Charges transférées (CLECT) doit évaluer les charges liées aux transferts par les Communes.

Cependant, la crise sanitaire a empêché le travail des CLECT de se dérouler normalement. Les urgences à gérer, le report des élections et la difficulté de réunir des élus a freiné cet important travail d'évaluation.

Or, la Loi impose aux Communautés de transmettre ce rapport dans les 9 mois suivants le transfert de compétence (soit le 30 septembre 2020 au plus tard).

Aussi, au regard de ce contexte particulier, la Loi de finances rectificative du 30 juillet 2020 a accordé aux acteurs locaux un délai supplémentaire d'un an pour l'élaboration et la transmission du rapport de la CLECT aux communes membres (soit au plus tard le 30 septembre 2021).

1 – CADRE REGLEMENTAIRE

1.1 – Rôle et composition de la CLECT

Conformément à l'article 1609 *nonies* du Code Général des Impôts, « il est créé entre l'établissement public de coopération intercommunale soumis aux dispositions du présent article (...) et les Communes membres une Commission locale chargée d'évaluer les transferts de charges ». Cette Commission est créée par l'organe délibérant de l'établissement public qui en détermine la composition à la majorité des deux tiers. Elle est composée de membres des conseils municipaux des Communes concernées : chaque conseil municipal dispose d'au moins un représentant.

Conformément à ce cadre réglementaire, la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées a été créée pour la Communauté d'Agglomération Arlysère par délibération du 9 juillet 2020.

Sa composition, identique à celle du Bureau élargi a, par délibération du 18 mars 2021, été établie comme suit :

| ELU | COMMUNE |
|----------------------------|--------------------------|
| Franck LOMBARD | Ugine |
| Frédéric BURNIER FRAMBORET | Albertville |
| Christian RAUCAZ | Verrens-Arvey |
| François GAUDIN | Grésy sur Isère |
| Emmanuel HUGUET | Villard sur Doron |
| André VAIRETTO | Notre Dame des Millières |
| Philippe MOLLIER | Notre Dame de Bellecombe |
| Patrick MICHAULT | Saint Paul sur Isère |
| Pierre LOUBET | Gilly sur Isère |
| Emmanuel LOMBARD | Ugine |
| Hervé BERNAILLE | Albertville |
| Alain ZOCCOLO | Mercury |
| Christiane DETRAZ | Cohennoz |
| Jean-François BRUGNON | Albertville |
| Michel CHEVALLIER | Ugine |
| Fatiha BRIKOUÏ AMAL | Albertville |
| Frédérique DUC | Allondaz |
| Monique ROSSET LANCHET | La Bâthie |
| Christian FRISON ROCHE | Beaufort |
| Jean-Claude HUGONIN | Bonvillard |
| Hervé MURAZ-DULAURIER | Césarches |
| Philippe BRANCHE | Cevins |
| Frédéric PALLUEL-LAFLEUR | Cléry |
| Christophe RAMBAUD | Crest-Voland |
| Raphaël THEVENON | Esserts-Blay |
| Marie-Pierre OUVRIER | Flumet |
| Claude DURAY | Frontenex |
| Daniel DANGLARD | La Giettaz |
| François RIEU | Grignon |
| Xavier DESMARETS | Hauteluce Les Saisies |

| | |
|----------------------------|---------------------------|
| Franck ROUBEAU | Marthod |
| Jean-Claude SIBUET BECQUET | Montailleux |
| Jean-Claude LAVOINE | Monthion |
| James DUNAND-SAUTHIER | Pallud |
| Jean-Pierre FAZZARI | Plancherine |
| Edouard MEUNIER | Queige |
| Marie-Françoise HEREDIA | Rognaix |
| Ghislaine JOLY | Saint Nicolas la Chapelle |
| Serge DAL BIANCO | Saint Vital |
| Daniel TAVEL | Sainte Hélène sur Isère |
| Frédéric JOGUET | Thénésol |
| Sandrine BERTHET | Tournon |
| Yann MANDRET | Tours en Savoie |
| Claude REVIL-BAUDARD | Venthon |

La Commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) a pour objet de procéder à l'évaluation des charges et recettes liées aux transferts de compétences entre Communes et Intercommunalité afin d'éclairer l'Assemblée lors de la fixation des Attributions de Compensations (AC) ou de leur modification. Aussi, le présent rapport n'a-t-il nullement pour objet d'entrer dans ce calcul si ce n'est pour apporter, sur la base d'éléments comptables et financiers transparents et consultables, les éléments qui seront intégrés dans le calcul des AC.

1.2 – Evaluation des dépenses de fonctionnement non liées aux équipements

L'article 1609 *Nonies C* du Code Général des Impôts précise que « *les dépenses de fonctionnement, non liées à un équipement, sont évaluées d'après leur coût réel dans les budgets communaux lors de l'exercice précédent le transfert de compétences ou d'après leur coût réel dans les comptes administratifs des exercices précédents le transfert.* »

Les ressources afférentes à ces charges de fonctionnement sont prises en compte afin de déterminer une charge nette.

1.3 – Evaluation des dépenses liées aux équipements transférés

L'article 1609 *Nonies C* du Code Général des Impôts précise que « *le coût des dépenses lié à des équipements concernant les compétences transférées est calculé sur la base d'un coût moyen annualisé. Ce coût intègre le coût de réalisation ou d'acquisition de l'équipement ou, en tant que de besoin, son coût de renouvellement. Il intègre également les charges financières et les dépenses d'entretien. L'ensemble de ces dépenses est pris en compte pour une durée normale d'utilisation et ramené à une seule année.* »

Il est précisé que dans le cas des zones économiques, cette méthodologie a notamment permis d'établir des ratios harmonisés sur le territoire lissant des niveaux de travaux et de prestations par ailleurs très disparates.

1.4 – Vote du rapport de CLECT

Le présent rapport est adressé aux 39 Communes de l'Agglomération Arlysère, pour délibération concordante de chaque Conseil Municipal. La condition de majorité pour le vote de chaque conseil est la majorité simple.

Les Conseils Municipaux doivent se prononcer dans un délai de trois mois suite à la transmission du rapport de la CLECT Arlysère par le Président de la CLECT.

Pour être validé, le rapport de CLECT doit être approuvé à la majorité qualifiée des Conseils Municipaux, à savoir l'une ou l'autre des conditions suivantes :

- Deux tiers au moins des Conseils Municipaux représentant plus de la moitié de la population totale
- Ou
- La moitié au moins des Conseils Municipaux représentant plus des deux tiers de la population totale.

Lors de la dernière séance de l'exercice 2021, le Conseil Communautaire :

- Prendra acte des résultats du vote des Conseils Municipaux ;
- Votera le montant définitif pour 2021 des attributions de compensation de chaque commune.

Les modalités de versement des attributions de compensation de la Communauté d'Agglomération aux Communes sont déterminées librement. Dans la pratique, afin de ne pas déséquilibrer la trésorerie des Communes et comme cela a été fait depuis la création de la Communauté d'Agglomération Arlysère, sur la base des montants provisoires, cette dernière y procède mensuellement. Aussi, les ajustements entre attributions de compensation provisoires et définitives 2021 seront réalisés lors du versement de décembre.

2 – CHARGES TRANSFEREES

AU TITRE DES COMPETENCES SUPPLEMENTAIRES TRANSFEREES

2.1. Contributions au Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS)

La compétence « Financement du contingent départemental pour les services de secours et de lutte contre l'incendie » était déjà du ressort de la Communauté de Communes du Val d'Arly, pour les communes de Cohennoz, Crest Voland, Flumet, La Giettaz, Notre Dame de Bellecombe et Saint Nicolas la Chapelle, d'où sa prise en compte par la Communauté d'Agglomération dès le 1^{er} janvier 2017.

Par délibération du 14 novembre 2019, le Conseil Communautaire a approuvé l'élargissement de cette compétence à l'ensemble du territoire Arlysère et approuvé la modification statutaire de la Communauté d'Agglomération Arlysère qui en a résulté.

Depuis le 1^{er} janvier 2020, la Communauté d'Agglomération Arlysère s'est substituée aux Communes pour le versement des contributions au SDIS.

Le montant des contributions 2020 par Commune nous a été transmis par le SDIS.

Ce sont ces sommes qui ont été déduites des AC 2020 des Communes sauf bien sûr pour les communes du Val d'Arly (déjà déduites lors de la prise de compétence par la CC du Val d'Arly) (voir le tableau ci-après).

| Communes | Montant des Contributions 2020 au SDIS | |
|--------------------------|--|-----------|
| ALBERTVILLE | 1 004 039,28 € | |
| ALLONDAZ | 5 187,11 € | |
| BEAUFORT | 174 619,57 € | |
| BONVILLARD | 7 829,41 € | |
| CESARCHES | 9 981,25 € | |
| CEVINS | 22 124,51 € | |
| CLERY | 7 623,46 € | |
| COHENNOZ | 17 387,11 € | Pour info |
| CREST VOLAND | 42 905,64 € | Pour info |
| ESSERTS BLAY | 20 381,63 € | |
| FLUMET | 40 726,85 € | Pour info |
| FRONTENEX | 44 487,45 € | |
| GILLY SUR ISERE | 76 130,66 € | |
| GRESY SUR ISERE | 29 498,35 € | |
| GRIGNON | 45 321,62 € | |
| HAUTELUCE | 130 458,90 € | |
| LA BATHIE | 99 870,11 € | |
| LA GIETTAZ | 23 918,27 € | Pour info |
| MARTHOD | 34 921,21 € | |
| MERCURY | 64 891,11 € | |
| MONTAILLEUR | 17 290,30 € | |
| MONTHION | 10 557,58 € | |
| NOTRE DAME DE BELLECOMBE | 56 375,62 € | Pour info |
| NOTRE DAME DES MILLIERES | 23 499,12 € | |
| PALLUD | 16 425,79 € | |
| PLANCHERINE | 9 300,10 € | |
| QUEIGE | 34 400,68 € | |
| ROGNAIX | 15 116,49 € | |
| SAINTE HELENE SUR ISERE | 31 948,01 € | |
| SAIN NICOLAS LA CHAPELLE | 18 154,82 € | Pour info |
| SAIN PAUL SUR ISERE | 18 757,38 € | |
| SAIN VITAL | 16 085,24 € | |
| THENESOL | 7 623,46 € | |
| TOURNON | 47 278,02 € | |
| TOURS EN SAVOIE | 24 627,99 € | |
| UGINE | 211 168,35 € | |
| VENTHON | 20 136,25 € | |
| VERRENS ARVEY | 16 321,01 € | |

| | |
|-----------------------|-----------------------|
| VILLARD SUR DORON | 36 861,88 € |
| TOTAL COMMUNES | 2 534 231,59 € |

AU TITRE DES COMPETENCES OPTIONNELLES TRANSFEREES

2.2. Soutien à l'évènementiel dans le cadre des compétences communautaires

Pendant les deux années qui ont précédé la refonte des statuts et la définition de l'intérêt communautaire, la Communauté d'Agglomération s'est substituée aux Communautés de Communes dans le versement de soutien à différentes associations.

Toutefois ces soutiens, n'étant pas liés à des compétences communautaires, il n'est pas du ressort de l'Agglomération de verser ces subventions aux associations.

Afin de garantir la continuité de ces soutiens et ne pas mettre en difficulté le tissu associatif qui accompagne la vie des territoires, **il est proposé que soit rajouté aux attributions de compensation des Communes du Beaufortain suivant une clé de répartition (voir tableau ci-dessous) les montants versés aux différentes associations bénéficiaires de ces subventions désormais exclues du champ communautaire.** Il reviendra désormais à ces communes d'assumer et de piloter au titre de leurs compétences propres le versement de ces subventions auprès des associations.

| Noms Associations | Subventions versées | Clé de répartition (population INSEE) | | | |
|--|---------------------|---------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | | Beaufort 48% | Hauteluce 17% | Queige 19% | Villard 16% |
| La Cliqueraine | 2 500 € (2017) | 1 200,00 € | 425,00 € | 475,00 € | 400,00 € |
| Patrimoine du Beaufortain | 1 800 € (2016) | 864,00 € | 306,00 € | 342,00 € | 288,00 € |
| Amicale des donneurs de sang | 600 € | 288,00 € | 102,00 € | 114,00 € | 96,00 € |
| Chorale du beaufortain | 450 € | 216,00 € | 76,50 € | 85,50 € | 72,00 € |
| le bonheur est dans le chant | 500 € | 240,00 € | 85,00 € | 95,00 € | 80,00 € |
| les Z'R 2 rien | 800 € | 384,00 € | 136,00 € | 152,00 € | 128,00 € |
| Astragale du Mirantin | 700 € | 336,00 € | 119,00 € | 133,00 € | 112,00 € |
| Club les Volatiles | 500 € | 240,00 € | 85,00 € | 95,00 € | 80,00 € |
| Football Club Beaufortain | 4 500 € | 2 160,00 € | 765,00 € | 855,00 € | 720,00 € |
| Tennis Club du Beaufortain | 5 000 € | 2 400,00 € | 850,00 € | 950,00 € | 800,00 € |
| AAPMA de la vallée du Doron (Association de pêche) | 700 € | 336,00 € | 119,00 € | 133,00 € | 112,00 € |
| UNSS Association sportive du Collège | 6 000 € | 2 880,00 € | 1 020,00 € | 1 140,00 € | 960,00 € |
| Festival Baroque en Beaufortain | 3 800 € | 1 824,00 € | 646,00 € | 722,00 € | 608,00 € |
| Total | 27 850 € | 13 368,00 € | 4 734,50 € | 5 291,50 € | 4 456,00 € |

PROPOSITION AC DEFINITIVES 2021

| Communes | AC 2020 Délib.n°64 06/02/2020 | Contribution SDIS 2020 | Subventions AC 2019 | Subventions AC 2021 | AC 2021 |
|----------------------------|-------------------------------------|------------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|
| ALBERTVILLE | 8 639 414 € | 1 004 039,28 € | | | 7 635 374,72 € |
| ALLONDAZ | 37 294 € | 5 187,11 € | | | 32 106,89 € |
| BEAUFORT | 2 992 682 € | 174 619,57 € | 13 550,00 € | 13 368,00 € | 2 817 880,43 € |
| BONVILLARD | 65 123 € | 7 829,41 € | | | 57 293,59 € |
| CESARCHES | 126 048 € | 9 981,25 € | | | 116 066,75 € |
| CEVINS | 363 092 € | 22 124,51 € | | | 340 967,49 € |
| CLERY | 53 123 € | 7 623,46 € | | | 45 499,54 € |
| COHENNOZ | 56 866 € | | | | 56 866,00 € |
| CREST VOLAND | 150 080 € | | | | 150 080,00 € |
| ESSERTS BLAY | 188 953 € | 20 381,63 € | | | 168 571,37 € |
| FLUMET | 100 388 € | | | | 100 388,00 € |
| FRONTENEX | 745 047 € | 44 487,45 € | | | 700 559,55 € |
| GILLY SUR ISERE | 1 105 732 € | 76 130,66 € | | | 1 029 601,34 € |
| GRESY SUR ISERE | 167 219 € | 29 498,35 € | | | 137 720,65 € |
| GRIGNON | 311 115 € | 45 321,62 € | | | 265 793,38 € |
| HAUTELUCE | 977 205 € | 130 458,90 € | 4 300,00 € | 4 734,50 € | 847 180,60 € |
| LA BATHIE | 1 901 350 € | 99 870,11 € | | | 1 801 479,89 € |
| LA GIETTAZ | 67 569 € | | | | 67 569,00 € |
| MARTHOD | 209 753 € | 34 921,21 € | | | 174 831,79 € |
| MERCURY | 405 037 € | 64 891,11 € | | | 340 145,89 € |
| MONTAILLEUR | 109 368 € | 17 290,30 € | | | 92 077,70 € |
| MONTHION | 74 669 € | 10 557,58 € | | | 64 111,42 € |
| NOTRE DAME DE BELLECOMBE | 84 591 € | | | | 84 591,00 € |
| NOTRE DAME DES MILLIERES | 131 493 € | 23 499,12 € | | | 107 993,88 € |
| PALLUD | 108 694 € | 16 425,79 € | | | 92 268,21 € |
| PLANCHERINE | 92 472 € | 9 300,10 € | | | 83 171,90 € |
| QUEIGE | 462 555 € | 34 400,68 € | 4 500,00 € | 5 291,50 € | 428 945,82 € |
| ROGNAIX | 151 944 € | 15 116,49 € | | | 136 827,51 € |
| SAINTE HELENE SUR ISERE | 548 789 € | 31 948,01 € | | | 516 840,99 € |
| SAINTE NICOLAS LA CHAPELLE | 108 533 € | | | | 108 533,00 € |
| SAINT PAUL SUR ISERE | 48 457 € | 18 757,38 € | | | 29 699,62 € |
| SAINT VITAL | 98 362 € | 16 085,24 € | | | 82 276,76 € |
| THENESOL | 48 986 € | 7 623,46 € | | | 41 362,54 € |
| TOURNON | 462 570 € | 47 278,02 € | | | 415 291,98 € |
| TOURS EN SAVOIE | 432 140 € | 24 627,99 € | | | 407 512,01 € |
| UGINE | 6 576 715 € | 211 168,35 € | | | 6 365 546,65 € |
| VENTHON | 472 242 € | 20 136,25 € | | | 452 105,75 € |
| VERRENS ARVEY | 119 615 € | 16 321,01 € | | | 103 293,99 € |
| VILLARD SUR DORON | 397 980 € | 36 861,88 € | 1 200,00 € | 4 456,00 € | 364 374,12 € |
| TOTAL COMMUNES | 29 193 265 € | 2 334 763,28 € | 23 550,00 € | 27 850,00 € | 26 862 801,72 € |

COMPTE-RENDU DE DÉLÉGATION
sur les déclarations d'intention d'aliéner

| SITUATION DU BIEN | DÉSIGNATION du BIEN | PRIX de la CESSION |
|--|-------------------------|--------------------|
| LA BRUYERE H 1345 : 440 m ² H 1346 : 195 m ² H 1347 : 465 m ² H 1348 : 33 m ² H 1349 : 210 m ² H 1767 : 12 m ² | BÂTI SUR TERRAIN PROPRE | 54 000.00 € |
| LA FOUETTAZ G 206 : 93 ca G 208 : 1a 45 ca G 210 : 5a 20 ca | BÂTI SUR TERRAIN PROPRE | 25 000.00 € |

La commune ne préempte pas.

INFORMATIONS ET INTERVENTIONS DIVERSES :

- Le maire a signé l'acte d'achat des propriétés du secteur de la Coutellat appartenant à Jean-Claude LUBINO, le 28 septembre 2021 à l'étude de Maître LEFEVRE, notaire à Moûtiers.
- Le bois de la parcelle 22 a été vendu par l'ONF pour le compte de la commune : le produit est de 18 685 € HT.
- Aménagement des granges - quelques modifications sont à apporter au projet notamment sur l'accessibilité des PMR : le chiffrage est en cours.
- Présentation de ce projet et de celui du café associatif qui sera installé dans le bâtiment rénové, samedi 16 octobre à 11 h 00, place de la mairie.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20 heures.